

SUD OUEST

Rubrique :

Bordeaux

Pge : 18



CANAL +. Un document diffusé ce soir révèle le rôle de militaires français auprès des tortionnaires, séides des dictateurs chiliens et argentins

A l'école de la torture

Le titre en dit long : « Escadrons de la mort : l'école française ». Dans un document diffusé ce soir sur Canal +, la réalisatrice Marie-Monique Robin révèle que des militaires français, forts de leur expérience de la bataille d'Alger, ont conseillé les militaires chiliens et argentins pendant les années de dictature. Les anciens de l'OAS y croisent des militaires en mission officielle — le général Aussarresses enseigna la guerre contre-révolutionnaire aux USA et au Brésil. Pire, les services secrets français ont prévenu leurs homologues sud-américains quand des réfugiés rentraient au pays.

« **Sud Ouest** ». **Comment avez-vous découvert cette « école française des escadrons de la mort » ?**

Marie-Monique Robin. Je voulais faire quelque chose sur l'opération Condor, cette super-agence du crime basée sur la coordination des services de renseignement des dictatures du cône Sud. Des confrères argentins m'ont appris que, derrière Condor et les dictatures argentine et chilienne, il y avait des militaires français.

► **Vous n'en saviez rien ?**

Je n'étais pas du tout au courant de cette histoire. Au début, je n'y croyais pas. Pour moi, qui ai beaucoup travaillé sur les droits de l'homme en Amérique latine,

pour l'émission « Résistances » notamment, c'était toujours les Etats-Unis qui étaient derrière ces dictatures.

► **Comment avez-vous dénoué les nœuds de cette histoire ?**

Je suis remontée jusqu'à la guerre d'Indochine pour essayer de comprendre comment va naître ce que l'on appelle la doctrine française de la guerre révolutionnaire; comment les premières applications concrètes vont être développées en Algérie; comment on va exporter ça de manière presque officielle : ces militaires ne sont pas des mercenaires. Pierre Messmer est très clair là-dessus. Il s'agit bien de missions militaires appuyées par les gouvernements.

► **Comment le couvercle a-t-il pu rester posé sur cette affaire pendant quarante ans ?**

Depuis combien de temps est-il levé pour la guerre d'Algérie ? Deux ans ? Trois ans ? La première étape fut de reconnaître ce qui s'était réellement passé et comment la bataille d'Alger avait été conduite. Ce que j'ai découvert, c'est qu'on est allé au-delà de ça, en exportant le savoir-faire français en Amérique du Sud.

► **Votre film révèle que les services secrets français prévenaient leurs homologues argentins et chiliens du retour**

de réfugiés politiques qui allaient droit à la mort. N'est-ce pas encore plus grave ?

Oui, c'est explosif. Mais quand Harguindeguy (NDLR : ministre de l'intérieur de la junte argentine) me dit que Michel Poniatowski, alors ministre de l'intérieur français, a demandé que les polices collaborent, quand Contre-ras, le bras droit de Pinochet, raconte comment la DST le prévenait chaque fois qu'un Chilien rentrait au pays, cela veut dire qu'on les envoyait à la mort.

► **Quelles réactions vos révélations peuvent-elles provoquer en France ?**

Il va être difficile d'admettre que le pays des droits de l'homme — c'est comme ça que tous les réfugiés latinos de Paris voyaient la France, terre d'asile — a eu une part très active dans la formation des dictateurs sud-américains et en exportant un package « renseignement = interrogatoire = torture = disparition ». Et ce, dans un pays comme l'Argentine où il n'existait ni guérilla ni subversion organisée, où l'ennemi était tous ceux qui ne pensaient pas comme les dictateurs.

Sur Canal +, première diffusion lundi 1^{er} septembre à 23 h 5.

Recueilli par
Jean-Paul Taillardas